

## Projet de texte pour la rencontre de Washington :

**THEME: LUTTE contre la pauvreté à travers les DSRP : Du discours à la réalité / la position d'une société civile africaine au Sénégal.**

### A/ Rappel historique :

**En septembre 1999, sous le feu des critiques** dénonçant les Plans d'Ajustement Structurel, l'inefficacité, voire l'échec des options politiques des institutions financières internationales le FMI et la Banque Mondiale vont annoncer en pompe une nouvelle initiative : il s'agissait du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ; (CSLP).

L'annonce de cette nouvelle initiative marque un changement de discours de ces deux institutions financières qui dévoilent leurs nouveaux objectifs pour les pays pauvres très endettés qui consistent à :

- **faire de la réduction de la pauvreté leur priorité**
- **Faire en sorte que les stratégies de lutte contre la pauvreté soient (au cas échéant ) élaborées par les pays eux-mêmes en rapport avec les acteurs de la société civile locale.**

A l'époque, des associations de solidarité internationale, des ONG de développement ou de promotion des droits de l'homme, des organisations de protection de l'environnement, avaient accueilli ce nouveau discours des (IFI) avec prudence et avaient émis des réserves de fond sur cette « nouvelle » option de la Banque mondiale et du F M I , option qui ne remettait pas en cause la logique des ajustements structurels et qui en plus laisse à celles -ci le soins et les prérogatives d'approuver ou non des stratégies supposées nationales et participatives.

Au bout d'un an déjà ces craintes que nous avions se révélèrent fondées car l'élaboration des CLPS – provisoires ou définitifs dans de nombreux pays du tiers monde dévoilent en effet de larges dysfonctionnement et un décalage majeur entre le discours et la réalité . Parmi ces pays nous pouvons citer la Bolivie, le Cameroun, Mozambique, Honduras, Nicaragua, Tanzanie, Zambie, SENEGAL ....

Initialement lancé dans le cadre de l'initiative PPTE, le concept va ensuite être étendu à d'autres pays. Et aujourd'hui beaucoup de ces pays ont adopté leur DSRP ou même commencé une mise en œuvre de ce document comme ce fut le cas au Sénégal sans qu'il y ait une réelle appropriation ni une participation effective des organisations de base de la société civile.

Au Sénégal, mon pays c'est au constat de ces manquements que nous avons mûri , sous l'impulsion de OXFAM et de AIDE TRANSPARENCE, l'idée de tenir des assises nationales sur le DSRP et les politiques économiques et sociales. Ce fut une initiative originale car au moment où nous l'envisagions certains secteurs des organisations de la société civile (des ONG surtout)avaient fini d'élaborer leur plan de mise en œuvre du DSRP.

L'originalité de notre idée réside non seulement pas dans la démarche qui nous a permis de prendre en compte toutes les onze régions du pays mais aussi d'alerter l'opinion publique sur les dérives que contient ledit document qui selon le FMI et la B M devait régir nos pays jusqu'au environs des années 2015, avec comme objectif réduire la pauvreté de moitié.

C'est donc le processus de ces assises qui ont connu un grand succès que nous voulons ici vous décrire afin de partager avec tous les participants à cette rencontre, toute l'expérience que nous y avons tirée.

**I/ Le DSRP au Sénégal et le positionnement des Organisations de la société civile.**

Lorsque le FMI et la BM ont fini de mettre à la disposition des pays concernés par leur nouvelle trouvaille les outils nécessaires, il restait à ces derniers de réaliser leur Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté.(DSRP)

C'est dans cette dynamique que le SENEGAL, à l'instar des autres pays Africains s'est lancé dans la rédaction de son document. Ainsi en Mai 2000, il avait fini de rédiger son document intérimaire, avant d'en faire un document de décision en juin de la même année 2000.

Il devait atteindre le point d'achèvement en fin 2001.

Par ailleurs, parallèlement à ce processus, une enquête auprès des ménages a été lancée en 2000 pour actualiser l'analyse de la pauvreté ; (la dernière enquête de 1995 estimait à 65% la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté).L'analyse de 2000 vient d'être restituée officiellement , c'était le vendredi 26 juillet 2002 en présence du chef de L'ETAT et de son gouvernement qui dit au passage « ne pas être responsable ni comptable des résultats de ces enquêtes du PNUD. »

Le document du Sénégal dans sa version de Décembre 2001 qui a été présenté à la rencontre du Méridien Président fut pour l'essentiel adopté par les différents secteurs présents à la réunion mais sans débats de fonds en vérité ni par les ONG ni par les acteurs de développement. Les seules questions de fonds liées à la pertinence de ce document ont été soulevées par des structures assez vigilantes, comme OXFAM, et Aide –Transparence dont l'intervention et le point de vue de son Directeur seront considérés comme celui de quelqu'un qui empêche de tourner rond.

Déjà, ils faisaient constater que les acteurs de la société civile n'avaient pas pris réellement part au processus d'élaboration du DSRP même si certains ont argué des réunions au sommet mais sans une consultation participative de la base.

Au demeurant , lorsque nous avons constaté que l'on voulait nous faire avaler la pilule sans difficulté aucune, notre détermination de faire entendre notre point de vue s'est renforcée.

Alors, suite à la restitution de l'étude comparative menée par OXFAM- ENDA Dialogue Politique sur le DSRP au BURKINA et au SENEGAL, (sous le thème : « **Etude comparative des processus de participation aux Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté(DSRP) : cas du Sénégal et du Burkina Faso** » , il fut retenu l'idée de confier à A T l'organisation de rencontre nationale pour aborder le Document dans ses orientations et ses objectifs . Ainsi le processus est déclenché et un schéma est défini pour aller activement vers la tenue de ces assises.

Sans tarder, une liste d'organisations de la société civile est dressée par A . T et des invitations sont lancées ; cette liste est disponible dans notre site que vous pourrez visiter au besoin.

Il faut rappeler que A .T venait de commanditer une étude du DSRP par trois consultants de haut niveau , pour aborder :

- **La dimension Genre dans le DSRP/ Le Docteur Maréma Touré ;**
- **La condition de pauvre en milieu urbain Dakarois : / par le Professeur Boubacar LY.**
- **Evaluation du Document Stratégique de réduction de la Pauvreté : Approche économique/ le Professeur Mactar Diouf.**

C'est au regard de tout que le **23 Janvier 2002**, une réunion a eu lieu dans les locaux de A.T afin d'impulser une large participation de la société dans l'exercice d'analyse du DSRP développé par Aide Transparence. La dynamique de concertation est ainsi lancée et le 16 Mars 2002, une réunion des organisations de la société civile sur l'étude à mi- parcours du DSRP au Sénégal a eu lieu sous l'égide de A T. Ce jour – là, les consultants ont procédé à une première présentation de leurs recherches , et les membres de la société civile devait eux évaluer ces résultats selon les termes de référence avant de proposer une date indicative pour la tenue des assises nationales sur le DSRP. Trois jours après c'est - à - dire le 19 Mars 2002

une réunion restreinte a eu lieu pour mettre sur pied un comité d'organisation des assises de la société civile . Ce comité a érigé son quartier général dans les locaux de A.T. Ce fut un comité souple dont la mission était de :

D'élargir la liste des O. S .C (organisations de la société civile) afin que le cadre soit plus représentatif et le comité largement inclusif en informant et en associant toutes les organisations de la société civile y compris les associations religieuses, humanitaires, caritatives... ;

De préparer les conditions matérielles et scientifiques d'organisation des assises(élaborer un budget, définir les objectifs et les résultats attendus des assises, proposer les thèmes , les animateurs, les modérateurs, les participants des régions ....

La réunion du 2 Avril a permis audit comité de rendre compte de schéma organisationnel et le plan de mission dans les régions pour rencontrer directement les acteurs de développement et les différents secteurs de la société civile au niveau local (syndicats, associations de femmes, de jeunes, du troisième âge, de paysans, ....

Ce plan de mission nous a conduit successivement à Louga, et à ST- LOUIS , **le 07 Mai** ; à Kaolack **le 09 Mai**, à Fatick le **10 Mai** et à Thiès le **12 Mai**. Pour des raisons de calendrier nous avons pas pu effectuer les voyages dans le Sud Est (Tamba - Kolda –Ziguinchor) mais des correspondances électroniques et téléphoniques ont permis de faire participer des délégués de ces régions à la rencontre .Même la nouvelle région administrative de Matam où les structures locales et associatives sont encore en cours d'installation a pu prendre part à ces assises qui ont eu lieu les 27 et 28 juin 2002 en présence de quelques 250 personnes ;acteurs ou délégués, invités, panélistes, chercheurs représentants d'institutions, journalistes, et autres partenaires au développement. A travers la démarche que nous venons de décrire un cadre de concertation des organisations de la société civile venait de se constituer autour de A T avec l'appui de OXFAM Amérique ; un cadre qui a pris une position concertée face à ce qui devait conduire la politique sociale et économique dans nos pays durant les quinze ans à venir. Ce positionnement des OSC au Sénégal est le résultat d'une analyse consciente et citoyenne d'un contexte marqué d'une extrême pauvreté au moment où les Institutions Financières Internationales (le FMI et la B M) cherchaient à nous embarquer dans un navire qui garde le même capitaine, le même cap mais avec une autre sirène musicale. Notre position se justifie par le fait que nous avons très tôt compris que les Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté n'étaient que la dernière version en date des ajustements structurels ; ou mieux encore des Plans d'Ajustement Structurels qui n'osent pas avouer leur nom !

## **II/ Des résultats et leçons que nous tirons de ces Assises Nationales :**

Au cours de ces assises nous avons examiné les différents aspects liés à la pauvreté et abordé les fondements théoriques et politiques du DSRP, à travers des communications en plénières par d'éminents spécialistes. Les problématiques soulevées par les communications mais aussi par les résultats des trois consultants ont permis d'alimenter les riches débats qui ont eu lieu dans les trois ateliers suivants :

**Atelier 1 : Le DSRP et la crise économique et sociale au Sénégal :  
Quelles Alternatives ?**

**Atelier 2 : Identité, rôle et responsabilité de la société civile au  
Sénégal.**

**Atelier 3 : Les services publics de base et aggravation de la  
pauvreté : enjeux et perspectives.**

Peut-être faudrait-il expliquer le choix d'une telle formulation des ateliers et même parler des aspects thématiques dans les travaux des trois consultants ?

Dans les débats nous pourrions y revenir plus en détail.

En définitive, les travaux de ce jour ont abouti à d'importantes résolutions et recommandations que vous trouverez dans le livre que nous venons d'éditer en Français ou dans notre site. ( Mais des résumés de ces textes en Anglais vous seront distribués . )

**Parmi ces recommandations, nous pouvons évoquer pour l'atelier 1 par exemple :**

- Les pistes Alternatives préconisées pour une gouvernance démocratique et une meilleure distribution des richesses et des ressources nationales.
- Les Alternatives aux politiques néo – libérales par une promotion d'une participation populaire transparente et citoyenne à partir des collectivités locales. Dans cette optique, les OSC encouragent l'état à engager la réflexion sur le commerce international et sur la préservation des sociétés nationales face à la déferlante des multinationales financières et les privatisations.
- Le plan d'action des OSC où apparaît le désir de mettre sur pied un Observatoire souple mais efficace d'alerte, de plaidoyer, et d'analyse des politiques économiques et sociales mais aussi des droits qui leurs sont consubstantiels. Dans ce plan d'action il est fait mention aussi d'œuvrer à une transparence et à un contrôle plus accru des transactions budgétaires publiques ; de procéder à l'audit de la dette extérieure ; et de mettre en place un mécanisme d'échanges d'informations et de données afin de mieux servir de contre pouvoir.

**Dans l'atelier 2 :** (Rôle et responsabilité de la société civile au Sénégal), de nombreuses recommandations ont été faites comme par exemple : Construire une société civile proactive qui aura une force et une capacité de proposition lui permettant de participer à l'élaboration, au suivi, et à la mise en œuvre de justes politiques sociales et économiques. Favoriser l'éducation citoyenne tout en développant une éthique, une déontologie forte face aux tentatives de récupération des pouvoirs D'ETAT (un code d'éthique). La nécessité de disposer d'un bulletin d'information pour mieux sensibiliser l'opinion a été évoquée. Ici, la création de l'observatoire a aussi été retenue comme une priorité absolue.

**Concernant l'atelier 3 : Services publics et aggravation de la pauvreté :**

Après avoir analysé les grandes tendances de l'action étatique dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, et de l'emploi, l'atelier a dénoncé la démission de L'ETAT et recommandé sa ré- implication dans la prise en charge des citoyens dans le domaine sanitaire, une assistance des paysans et agriculteurs, une réforme plus adaptée de l'école afin quelle réponde beaucoup mieux à nos réalités.

Les détails de toutes les recommandations sont disponibles dans notre site.

**Mais quelles sont les grandes leçons que nous tirons de ces assises sur le DSRP et les politiques sociales et économiques ?**

Au regard de tout ce qui précède nous considérons qu'il y a un fossé entre le discours et la réalité au sujet de cette nouvelle trouvaille des (IFI)

Au demeurant, nous dénonçons les éléments suivants :

- La participation de la société civile sur le processus d'élaboration du DSRP ne s'est pas effectuée de manière satisfaisante et s'apparente beaucoup plus à une consultation fictive et de faire –valoir. Et les dénonciations de la société civile dans plusieurs pays en sont une illustration.
- Les parlements nationaux ne sont réellement pas associés au processus de la stratégie, alors qu'il' sont les représentants élus des peuples.
- Les institutions financières internationales, après les PAS, s'immiscent encore une fois et de manière flagrante à la définition des grandes orientations des politiques macro-économiques des pays dits pauvres.

- La rédaction des DSRP conditionne les allègements de dette prévue dans le cadre de l'initiative PPTTE ; or il existe une contradiction fondamentale entre l'urgence d'une annulation de la dette des pays pauvres et les exigences d'une élaboration réellement participative de stratégie nationale de développement durable.
- Les DSRP ont été hâtivement rédigés et sans un réel processus participatif et aussi calqués sur les programmes existant jadis qui ont révélé leurs limites
- Les DSRP sont soumis à une approbation formelle des conseils d'administration du FMI et des B M ; les allègements de dette et les facilités d'ajustement structurel, rebaptisés cadre stratégique de réduction de la pauvreté étant conditionnés à l'adoption de ces dits cadres, les gouvernements des pays pauvres qui sont en besoin de financement sont alors tentés de se conformer aux exigences implicites ou explicites des Institutions Financières Internationales.
- Ainsi, il apparaît clairement que les DSRP élaborés aujourd'hui ne s'affranchissent pas du cadre de l'ajustement structurel imposé depuis des années, et qui a créé des conséquences fâcheuses comme : la dérégulation du cadre macro – économique - les privatisations tout azimut- la réduction des dépenses publiques dans les secteurs vitaux
- Les cadres de réduction de la pauvreté, non contents de conditionner les allègements de dette en cours, ils deviennent également un guichet unique de l'aide internationale bilatérale et multilatérale
- C'est pourquoi, nous estimons que, compte tenu de tout cela les DSRP ne peuvent pas permettre à nos pays pauvres d'être les acteurs de leur développement. Nous réaffirmons solennellement le droit des peuples à déterminer leur propre ligne politique de développement, dans le respect des droits humains fondamentaux et des traités et conventions internationaux en vigueur
- Pour lutter contre la pauvreté, il faut cesser d'en produire ; les DSRP ne devraient pas se limiter à une ambition de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015, mais plutôt de devenir des cadres de développement humain durable.

**En définitive, nous exigeons que :**

- Les Institutions Financières Internationales et leurs principaux actionnaires, annulent sans condition la dette odieuse des pays pauvres très endettés ; et mettent en œuvre les mécanismes nécessaires pour déconnecter ces mesures d'urgence de la mise en place de Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.
- De favoriser l'exercice démocratique du pouvoir par un contrôle citoyen des actions de développement, avec la pleine participation des acteurs de la société civile, des parlementaires nationaux
- D'ouvrir un véritable débat dans les pays du nord, sur leurs politiques au sein des IFI.

De ne pas subordonner leurs choix en matière d'aide au développement à l'appréciation portée sur les DSRP par les Institutions Financières Internationales.

- Aux experts des IFI et à l'ensemble des acteurs de l'aide internationale au développement, nous demandons d'appuyer avec force ces revendications afin que les CSLP deviennent de véritables cadres de développement humain durable
- D'engager une réflexion pour une réforme profonde des IFI pour aller vers un cadre d'une régulation rénovée du système économique international (commerce international, marché, etc. )
- De substituer à la dynamique de l'ajustement structurel celle du développement durable basé sur la promotion des droits humains, la préservation de l'environnement, et la réduction des inégalités à l'échelle nationale et mondiale.

L'avenir de l'humanité, la paix et l'amitié entre les peuples du monde, la stabilité sociale et politique sont à ce prix. Merci de votre attention.